

**Déclaration de Niamey :**  
**L'IRACM et la Fondation Tattali-Iyali s'unissent**  
**contre les faux médicaments en Afrique**

Les 22 et 23 novembre 2013, l'Institut de Recherche Anti-Contrefaçon de Médicaments (IRACM) et la Fondation Tattali-Iyali présidée par S.E. le Dr Lalla Malika Issoufou Mahamadou, Première dame du Niger, ont organisé à Niamey une réunion des Premières dames d'Etat africains afin de les mobiliser à la lutte contre les faux médicaments.

Aboutissement concret de ces deux journées de mobilisation, la signature par les Premières dames du Niger, du Burkina Faso, de Centrafrique et du Mali, d'un accord de coopération, de sensibilisation et de lutte contre la contrefaçon de médicaments sur le continent africain : « la déclaration de Niamey ». Le but de cet accord international est triple : développer un programme régional de formations des policiers et douaniers, travailler sur une meilleure utilisation des lois et traités, et initier un programme de prévention et de sensibilisation à destination des populations, et plus particulièrement des mères.

La « déclaration de Niamey » : répondre à 3 problèmes majeurs du trafic de faux médicaments en Afrique

- **Informer et éduquer les populations civiles**

Les médicaments les plus contrefaits en Afrique sont les médicaments de base comme les antibiotiques, les antitussifs et les antiparasitaires. Les populations sont ainsi confrontées chaque jour à des médicaments potentiellement dangereux. C'est pourquoi **il est important de changer les comportements d'achat et de sensibiliser les mères de famille, premières « prescriptrices » des foyers africains.** Pour cela, la déclaration de Niamey prévoit la mise en oeuvre de **programmes de prévention et de sensibilisation.**

- **Renforcer le dispositif législatif**

Le trafic de médicaments falsifiés est véritablement un problème de santé publique, il est important de **renforcer l'arsenal juridique à disposition, ou de suggérer des lois modèles, en prenant en compte les nouvelles stratégies des trafiquants** qui ont depuis longtemps intégré la mondialisation à leurs méthodes. Le plan d'action de la déclaration de Niamey insiste sur l'importance d'un **soutien juridique pour la mise en application stricte des textes législatifs et réglementaires dans les Etats qui en disposent, et l'instauration d'un cadre législatif et réglementaire, là où il est absent.**

- **Former les policiers et douaniers**

Les premiers acteurs de terrain de la lutte contre la contrefaçon de médicaments restent les douaniers et policiers. Il est urgent de **leur donner les connaissances et les outils pour leur permettre de combattre activement et efficacement les trafiquants.** Pour cela, les signataires de la déclaration de Niamey s'engagent à **lancer un programme de formation adapté aux personnels répressifs, tenant compte des réalités du terrain.**

## **L'IRACM, acteur majeur de la lutte contre la contrefaçon de médicaments en Afrique**

4 ans après l'appel de Cotonou, lancé par Jacques Chirac auprès des chefs d'Etats africains, **l'IRACM relance le combat contre la contrefaçon de médicaments en Afrique et initie « la déclaration de Niamey »** en partenariat avec la fondation Tattali-Iyali. En choisissant de construire une action en partenariat avec les femmes de chefs d'Etats africains, **l'IRACM fait le choix d'être au plus proche des populations civiles et espère ainsi donner un nouvel élan à la lutte contre les faux médicaments.**

Cette initiative est une étape de plus pour **l'IRACM qui a déjà formé plus de 1 500 policiers et douaniers africains** et dont le travail sur le continent a permis d'aboutir en avril 2013, en partenariat avec l'Organisation Mondiale des Douanes (OMD), à la **saisie de 550 millions de médicaments potentiellement dangereux, voire mortels.**

**La dernière étude publiée par l'IRACM** en septembre dernier expliquant **les stratégies du crime organisé en matière de trafic de médicaments contrefaits**, rappelait également l'ampleur de ce fléau en Afrique, l'urgence de trouver des solutions et de mobiliser gouvernements et populations.

**L'IRACM a fait sien le combat contre le trafic de faux médicaments et s'engage là où les populations sont le plus en danger.**

### **Quelques chiffres**

- ✓ **Dans les pays en voie de développement, comme l'Afrique, 30% des médicaments vendus sont contrefaits (OMS).**
- ✓ L'opération Giboia, menée **début octobre 2013** par Interpol dans plusieurs pays du sud de l'Afrique, a permis **la saisie de près de 100 tonnes de médicaments illicites et contrefaits d'une valeur estimée de 3,5 millions de dollars.**
- ✓ Au Niger, les besoins totaux de financement prévu dans le Plan de Développement Sanitaire 2011-2015 s'élève à 50 729 FCFA pour 2014, et 52 186 FCFA pour 2015, soit 22,4% du total des axes stratégiques du PDS. En 1995, **un vaccin falsifié durant une épidémie de méningite a provoqué la mort de 2 500 personnes** dans ce pays.
- ✓ Au Bénin, **le 21 août 2013, près de 2 tonnes de faux médicaments ont été saisis** à Fifadji, un quartier de Cotonou.
- ✓ Au Mali, **34 colis de médicaments ont été saisis le 24 septembre 2012** au large de Kabala. Une embarcation contenait **1 750 tonnes de faux médicaments**, de cigarettes et de produits psychotropes.
- ✓ Depuis le début de l'année 2013, **au Togo, les services répressifs locaux ont saisi 80 tonnes de faux médicaments.** Ces médicaments viennent d'être incinérés à Lomé.
- ✓ Selon le National Committee of Drug Control, les forces de sécurité gouvernementales du Burkina Faso ont saisi, **entre 2006 et 2008, 23,6 tonnes de produits pharmaceutiques illicites à Ouagadougou.**

## A PROPOS DE L'IRACM

Association loi 1901 à but non lucratif, l'Institut de Recherche Anti-Contrefaçon de Médicaments (IRACM) a été créé en octobre 2010. Ses missions : sensibiliser le grand public et les autorités au fléau que représente la contrefaçon de médicaments, fédérer et former les acteurs de terrain engagés dans la lutte contre ce trafic, centraliser les connaissances, les bonnes pratiques et les savoir-faire, servir d'interlocuteur et d'organisme de consultation pour constituer une force de proposition auprès des pouvoirs politiques et judiciaires nationaux et internationaux. L'IRACM a publié en septembre 2013 un rapport d'étude qui fait autorité sur le thème de « la contrefaçon de médicaments et les organisations criminelles ».

Pour plus d'informations : [www.iracm.com](http://www.iracm.com) – [rapport d'étude septembre 2013](#)

## A PROPOS DE LA FONDATION TATTALI-IYALI

La Fondation Tattali-Iyali a été créée en octobre 2011, à l'initiative de la Première Dame du Niger, Dr Malika Issoufou. Ses missions principales sont la protection de la santé et l'amélioration de la situation des femmes et des enfants, et notamment la lutte contre certaines maladies graves négligées, comme la drépanocytose, le cancer, la fistule obstétricale et les faux médicaments. Les femmes et les enfants sont plus vulnérables dans les pays sous-développés, tel que le Niger. La Fondation est un outil de mobilisation et de mise en œuvre des actions pour le développement.

### CONTACT PRESSE The Desk

Elodie Lenoir – +33 1 40 54 19 72 – [e.lenoir@thedesk.fr](mailto:e.lenoir@thedesk.fr)  
Angélique de Saint Seine - +33 1 40 54 19 70 - [a.desaintseine@thedesk.fr](mailto:a.desaintseine@thedesk.fr)

### CONTACT IRACM

Mirella Perrone – +33 1 69 74 58 11 – [mirella.perrone@iracm.com](mailto:mirella.perrone@iracm.com)

### CONTACT FONDATION TATTALI-IYALI

Abali Ekade - +227 96 27 51 29 - [fondationtattaliyali@yahoo.fr](mailto:fondationtattaliyali@yahoo.fr)

## Photos disponibles :



23 Novembre 2013

Premières Dames des Etats africains à Niamey :

- Mme Lalla Malika Mohamadou Issoufou, Première Dame du Niger et Présidente de la Fondation Tattali-Iyali,
- Mme Chantal Compaore, Première Dame du Burkina Faso,
- Mme Chantal Djotodia, Première Dame de la République Centrafricaine,
- Mme Aminata Maiga Keita, Première Dame du Mali.

La Première Dame de Guinée équatoriale était représentée par la Ministre déléguée du département de la culture et du tourisme, Guillermina Mekuy Mba Obono.



23 Novembre 2013

Les Premières Dames du Niger, du Burkina Faso, de la République Centrafricaine et du Mali à Niamey avec M. Brigi Rafini, Premier ministre du Niger, M. Mano Aghali, Ministre de la Santé Publique du Niger, et les hauts représentants de l'Organisation Mondiale des Douanes, d'Interpol, de l'IRACM, de l'ONU Sida et de la Fondation Chirac.



23 Novembre 2013

M. Bernard Leroy, Directeur de l'IRACM, et M. Mano Aghali, Ministre de la Santé Publique du Niger.